

SUD refuse de cautionner la pseudo-consultation orchestrée par M. Hoog



Confronté à une motion de défiance votée par la majorité du personnel, le PDG de l'AFP a invité les organisations syndicales et la Société des journalistes à un "cycle de réunions de concertation ».

Selon Emmanuel Hoog, il s'agit lors de ces rencontres bilatérales d'« étudier les réponses à apporter aux questions posées par la Commission Européenne », de « préparer l'évolution de la gouvernance de l'Agence », d'« identifier les évolutions souhaitables pour l'Agence » et d'« analyser les avantages et les inconvénients des différentes solutions ».

Cette démarche ignore l'esprit et la lettre de la **motion de défiance** : « Le personnel demande instamment au PDG **d'en finir avec ses manœuvres indignes dirigées contre l'Agence et ses salariés et de renoncer à promouvoir ce projet de changement de statut** proposé par le sénateur UMP Legendre. »

M. Hoog n'a pas répondu à cette demande, appuyée par 88% des votants, soit 51% des salariés statut-siège, qui se sont exprimés en 48 heures en faveur de la motion.

Passer outre cette demande du personnel est une insulte !

Dans un communiqué daté du 30 septembre, nous écrivions :

Pour qu'un dialogue serein puisse s'installer, **il faut que M. Hoog donne les preuves d'un changement de méthode** :

- il faut qu'il accepte de mener la **concertation dans la transparence** : en organisant des réunions-débat pluralistes au lieu de rencontres bilatérales qui sont vécues comme une énième tentative de division ;
- il faut qu'il renonce à sa communication propagandiste et qu'il accepte qu'un **vrai débat démocratique** soit mené au sein de l'Agence, notamment en transformant l'intranet (Asap) en outil convivial et véritablement pluraliste, où les acteurs sociaux et le personnel puissent s'exprimer librement et de façon visible.
- il faut qu'il communique les pièces concernant les **discussions entre la Commission européenne et la France**, pour permettre le libre débat non faussé sur l'enquête de Bruxelles et ses éventuelles conséquences ;
- il faut qu'il nous informe du travail entamé entre la Direction et l'État sur la **définition et l'évaluation financière des "missions d'intérêt général"**, pour qu'un débat contradictoire puisse porter sur les avantages et les dangers d'une telle démarche.

SUD a toujours participé aux échanges sur les perspectives de l'AFP et entend y contribuer activement, pour défendre l'indépendance de l'Agence et le droit à l'information. Il s'agit d'un débat démocratique et citoyen, qui doit être mené loyalement et sans arrière-pensées.

Aujourd'hui, à 24h du rendez-vous que nous a fixé M. Hoog, nous constatons que rien n'a changé dans son attitude. Après avoir agi pendant un an et demi dans le dos du personnel et en contradiction avec les principes fondateurs de l'Agence, **M. Hoog n'a donné aucun signe de bonne foi.**

Par conséquent, SUD ne rencontrera pas M. Hoog le 6 octobre.

Paris, le mercredi 5 octobre 2011
SUD-AFP (SUD Culture & Médias Solidaires)